

**Adeline CERATI-GAUTHIER**  
**Maître de conférences HDR**  
**Aix Marseille Université**  
**Membre du Centre de droit économique EA 4224**  
**Directrice adjointe de l'Institut de droit des affaires**

Petit manoir de l'Arc, Route de Nice  
13100 Aix-en-Provence  
Téléphone : 06 61 46 10 02  
Adresse électronique : gauthier.adeline@free.fr  
Née le 10 février 1972 à Marseille. Mariée. Nationalité française

Etablissement d'affectation : Faculté de droit d'Aix-en-Provence  
Aix Marseille Université  
Section CNU : 1  
Numen : 02S0421977ACP

## **DIPLOMES**

### **1991**

Baccalauréat Série D.

### **1992**

DEUG en droit. Première année. Mention Assez Bien.  
Premier prix au concours d'histoire des institutions.  
Prix de la Fondation Vermont.

### **1993**

DEUG en droit. Deuxième année. Mention Assez Bien.  
Première mention au concours de droit civil.

### **1994**

Licence en droit. Mention Bien.

### **1995**

Maîtrise en droit des affaires. Mention Bien.  
Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille  
Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille  
3, av. Robert Schuman  
13628 Aix-en-Provence

### **1996**

DEA de droit des affaires. Obtention de la bourse du mérite. Mention Bien.  
Institut de droit des affaires  
3, av. Robert Schuman  
13628 Aix-en-Provence

### **Juillet 2001**

Docteur en droit. Mention droit privé. Mention très honorable avec félicitations du jury. Proposition pour un prix de thèse et autorisation de publication en l'état. Prix des éditions Lamy

### **Septembre 2008**

Habilitation à diriger les recherches

**Juillet 2014**

Directrice adjointe de l'Institut de Droit des Affaires

## **ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT**

### **1996/1997 :**

Travaux dirigés en droit civil. DEUG I.

### **1997/1998 :**

Travaux dirigés en droit commercial. Licence.

### **1998/1999 :**

Travaux dirigés en droit commercial. Maîtrise.

### **1999/2000 :**

Travaux dirigés en droit commercial. Licence.

### **2000/2001 :**

- Travaux dirigés en droit commercial. Maîtrise.
- Cours de droit d'enregistrement. Capacité II.

### **2001/2002 :**

- Cours de droit d'enregistrement. Capacité II.
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives

### **2002/2003**

Cours de droit d'enregistrement. Capacité II.

### **2003/2004 :**

- Cours de droit d'enregistrement. Capacité II.
- Cours de procédure civile. Capacité II
- Cours de droit des régimes matrimoniaux. Maîtrise
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives

### **2004/2005 :**

- Cours de droit d'enregistrement. Capacité II.
- Cours de procédure civile. Capacité II
- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master II Pro Droit de la santé
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit du crédit. DESCF
- Cours de droit des instruments de crédit. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des montages financiers. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Fiscalité

### **2005/2006 :**

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master II Pro Droit de la santé
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit du crédit. DESCF
- Cours de droit des instruments de crédit. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des montages financiers. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master II. Pro

### **2006/2007 :**

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master II Pro Droit de la santé
- Cours de procédure civile. Capacité II
- Cours de droit commercial. Capacité I
- Cours de droit des sociétés. FEA
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit des instruments de crédit. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master II Pro Droit de l'environnement

### **2007/2008 :**

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master II Pro
- Cours de procédure civile. Capacité II
- Cours de droit commercial. Capacité I
- Cours de droit des instruments de crédit. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master II Pro
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Travaux dirigés. Droit des procédures collectives. Master I.

### **2008/2009 :**

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master II Pro Droit de la santé
- Cours de procédure civile. Capacité II
- Cours de droit commercial. Capacité I
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Ingénierie des sociétés
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master II Pro Droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Travaux dirigés. Droit des procédures collectives. Master I

### **2009/2010 :**

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master II Pro. Droit de la santé
- Cours de procédure civile. Capacité II
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master II Pro Droit de l'environnement
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Ingénierie des sociétés
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Travaux dirigés. Droit des procédures collectives. Master I

**2010/2011 :**

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master II Pro Droit de la santé
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Droit de la santé
- Cours de procédure civile. Capacité II
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master II Pro droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Ingénierie des sociétés
- Travaux dirigés. Droit des procédures collectives. Master I

**2011/2012 :**

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master II Pro Droit de la santé
- Cours et travaux dirigés de droit commercial. L3
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master II Pro droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Ingénierie des sociétés

**2012/2013 :**

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master II Pro Droit de la santé
- Cours de droit commercial. L3
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master II Pro droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Ingénierie des sociétés
- Cours de droit de l'entreprise ( M1 Faculté d'économie ).
- Cours divers en DESU Droit et pratique des affaires et Prévention et traitement des difficultés

**2013/2014 :**

- Cours de droit des sociétés d'exercice médical. Master II Pro Droit de la santé
- Cours de droit commercial. L3
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master II Pro droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Ingénierie des sociétés
- Cours de droit des entreprises en difficultés. Master 1 Formation continue
- Cours divers en DESU Droit et pratique des affaires et Prévention et traitement des difficultés

2014/2015

- Cours de droit commercial. L3
- Cours de droit du crédit et procédures collectives. Master II Pro Droit bancaire
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Fiscalité
- Cours de droit des procédures collectives et droit de l'environnement. Master II Pro droit de l'environnement
- Conférence d'actualisation du droit des procédures collectives
- Cours de droit des procédures collectives. Master II Pro Ingénierie des sociétés
- Cours de droit des entreprises en difficultés. Master 1
- Cours divers en DESU Droit et pratique des affaires et Prévention et traitement des difficultés
- Cours de droit des sociétés. Sciences politiques Aix ( prép. Concours commissaire aux comptes ).

## **ACTIVITES SCIENTIFIQUES ET ENCADREMENT DOCTORAL**

### **Thèse**

La société en procédure collective et son associé : entre indépendance et influence, PUAM 2002.

### **Ouvrages**

- Bail commercial et procédures collectives, Mémo pratique, Edilaix 2008.
- Bail d'immeuble affecté à l'activité de l'entreprise et procédures collectives, Mémo pratique, Edilaix 2009.
- Nouvelle réforme du droit des entreprises en difficulté, Edilaix 2009.
- Guide de la location-gérance, Edilaix 2011.
- La durabilité de l'exploitation agricole en difficulté, contribution à un ouvrage collectif, à paraître.

### **Etudes, actualisations d'ouvrages ou d'encyclopédies**

- Participation à l'actualisation du Guide juill.-août Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers mars 2015, p. 49.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers avr. 2015, p. 39
- des baux commerciaux 2006, Ann. Loyers 2006, n° 10 / Actualisation de la version 2013

- Participation à la rédaction d'un recueil de jugements de conseils des prud'hommes, Lamy.
- Actualisations et rédactions d'études dans les Lamy Comité d'entreprise, Social, Paye ( de 2006 à 2014).
- Rédactions d'études et actualisation dans Dictionnaire Joly depuis 2011
- Actualisation d'études au Juris-Classeur Droit rural
- Fiches de révision Lexis : Fonds de commerce et Instances professionnelles

## Articles

### 2002

- La nouvelle expertise de gestion assure-t-elle une meilleure information aux actionnaires minoritaires ?, Petites affiches 5 avril 2002, p. 4.
- Vie de la société : les nouvelles prérogatives du CE, Les cahiers Lamy du CE, avril 2002, p. 20.
- Participation du comité d'entreprise aux assemblées générales, Les cahiers Lamy du CE, juillet 2002, p. 18.
- La révocation des dirigeants et l'information du comité d'entreprise, Les cahiers Lamy du CE, octobre 2002, p. 22.

### 2003

- Modalités d'exécution, Principes européens du droit des contrats, Regards croisés avec le droit français, Droit et Patrimoine avril 2003, p. 58.

### 2004

- La cession forcée des titres des dirigeants sociaux, Petites affiches 1-2 janvier 2004, p. 4.
- La représentation du comité d'entreprise et des salariés actionnaires au sein des organes de gestion, Les cahiers Lamy du CE avril 2004, p. 6.

### 2005

- Loi de cohésion sociale : ses impacts sur le CE, Les Cahiers Lamy du CE, juill. 2005, p. 11.
- Epargne salariale : nouvelles mesures, Les Cahiers Lamy du CE, oct. 2005, p. 24.
- La société européenne voit enfin le jour !, Les Cahiers Lamy du CE, nov. 2005, p. 22.
- Sécurité des produits cosmétiques : état des lieux, JCP, éd. E, 2005, 1738.

### 2006

- Commentaire de la loi n° 2006-387 du 31 mars 2006 relative aux offres publiques d'acquisition, Les Cahiers Lamy du CE mai 2006, p. 24.
- Commentaire de la loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié, Les Cahiers Lamy du CE, juill. 2006, p. 24.
- Le bail commercial à l'épreuve de la force majeure, Ann. Loyers 2006, p. 1280.
- Bail des locaux affectés à l'entreprise et option de l'administrateur judiciaire depuis la loi de sauvegarde des entreprises du 26 juillet 2005, Ann. Loyers août 2006, p. 1337.
- Produits cosmétiques : une exigence accrue de transparence, JCP, éd. E, 2006, act.

444.

- Société européenne, dernier volet : le décret du 9 novembre 2006 relatif à l'implication des salariés, JCP, éd. E, 2006, act. 532

## **2007**

- Epargne salariale et actionnariat salarié, Cahiers Lamy du CE févr. 2007, p. 24.
- Cession de filiales : quelles informations donner au CE ?, Cahiers Lamy du CE févr. 2007, p. 16.
- Le sort des actions en justice après le jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, Ann. Loyers avr. 2007, p. 564.
- La société européenne en pratique, Cahiers Lamy du CE mai 2007, p. 24.
- Compléments alimentaires et sécurité des consommateurs, JCP, éd. E, 2007, 1821.
- Le pacte de préférence tous azimuts, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1298.
- Décret n° 2007-750 du 9 mai 2007 : du nouveau pour la domiciliation des sociétés, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1340.

## **2008**

- Loi de sauvegarde des entreprises du 26 juillet 2005 : associés de la société débitrice et voies de recours, JCP, éd. E, 2008, 1716.
- Nouvelle loi sur les discriminations, Cahiers Lamy du CE juin 2008, p. 25
- Loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie : du nouveau pour les baux commerciaux, Ann. Loyers 2008, p. 1885
- Application de la loi de sauvegarde aux professions libérales, JCP, éd. E, 2008, 2435.

## **2009**

- Réforme des entreprises en difficulté, Cahiers Lamy du CE mars 2009, p. 25.
- Procédures collectives : nouvelles réformes du droit des entreprises en difficulté par l'ordonnance du 18 décembre 2008, Ann. Loyers 2009, p. 520.
- Le trio infernal : la société d'exploitation, la société loueur de meubles et la société civile immobilière bailleur d'immeubles !, Ann. Loyers 2009, p. 569.
- Une nouvelle directive pour le CEE, Cahiers Lamy du CE juin 2009, p. 26.
- Dispositions réglementaires relatives au droit des entreprises en difficulté et aux procédures de saisie immobilière et de distribution du prix des immeubles, Ann. Loyers 2009, p. 1138.
- Droit de préemption des communes : un décret et une réponse ministérielle, Ann. Loyers 2009, p. 2175.

## **2010**

- Le comité d'entreprise et les assemblées générales d'actionnaires, Cahiers Lamy du CE avr. 2010, p. 15
- Indépendance du preneur et de la société bénéficiaire de la mise à disposition des biens loués, Ann. Loyers 2010, p. 825.
- La déclaration d'insaisissabilité à l'épreuve des procédures collectives, Ann. Loyers 2010, p. 887.

## **2011**

- Limitation des informations au profit du bailleur, Ann. Loyers 2011, p. 38.



- Sauvegarde financière accélérée, Ann. Loyers 2011, p. 1075
- Fermage et label « bio », Ann. Loyers 2011, p. 1535.

## **2012**

- Avocat et droit des entreprises en difficultés, Journal des sociétés janv. 2012, p. 26.
- Rédaction d'une convention d'occupation précaire, Ann. Loyers 2012, p. 511
- L'appréhension de l'immeuble protégé par les procédures de traitement des difficultés des entreprises, Journal de sociétés 2012, p. 24

## **2013**

- Cession forcée des titres des dirigeants, JCP éd. E, 2013, 1357.

## **2014**

- La promotion de la reprise interne par l'ordonnance du 12 mars 2014, JCP, éd. E, 2014, 1435.
- La société interprofessionnelle de soins ambulatoires, Journal des sociétés févr. 2014, p. 35
- L'associé gérant d'une société en nom collectif est éligible aux procédures du livre VI du Code de commerce, JCP, éd. E, 2014, 1021
- Le sort de la déclaration d'insaisissabilité depuis l'ordonnance du 12 mars 2014, Ann. Loyers 2014, p. 1035.
- La distinction entre sociétés civiles et sociétés commerciales à l'épreuve des procédures collectives, Journ. Sociétés déc. 2014, p. 23.
- Les saisines d'office confrontées aux dernières réformes du droit des entreprises en difficulté, Dalloz 2014, 2248 ( co-rédigé avec B. Brignon ).

## **2015 :**

- Compte courant d'associés dans les sociétés agricoles, Rev. Dr. Rural juin 2015, 11.
- La durée des baux dans la loi Pinel du 18 juin 2014, Cahiers de dr. De l'entreprise mai juin 2015, p. 19.
- La loi Macron, Volet entreprise en difficulté, article par article, JCP, éd. E, à paraître
- Loi Macron. - Les mécanismes de dilution forcée et de cession forcée ne sont pas contraires à la constitution, JCP, éd. E, à paraître

## **Commentaires, notes et observations sous arrêt**

### **2001**

- Modalités de nomination du liquidateur amiable d'une société en liquidation judiciaire, Petites affiches 24 septembre 2001, p. 10.

### **2002**

- Compensation et créance de libération du capital social, Petites affiches 8 mars 2002, p. 15.
- L'autonomie de l'article L. 432-1-6 du Code du travail issu de la loi NRE du 15 mai 2001, Petites affiches 3 mai 2002, p. 10.

### **2003**

- L'impossible retrait d'un associé d'une société en liquidation judiciaire, Revue de

jurisprudence commerciale, avril 2003, p. 180.

- Les associés d'une société en nom collectif qui bénéficie d'un plan de continuation ne peuvent plus se voir étendre la procédure, Petites affiches 19 septembre 2003, p. 13.
- Zoom sur les salariés élus par le personnel au conseil d'administration, Les cahiers Lamy du CE octobre 2003, p. 15.
- Comité d'entreprise et expertise de gestion, Les cahiers Lamy du CE novembre 2003, p. 11.

## **2004**

- SAS : un moyen de contourner les représentants du personnel ?, Les cahiers Lamy du CE janvier 2004, p. 14.
- Compensation et créance de libération du capital social, Rev. Lamy Dr. Civ. Févr. 2004, p. 83.
- Prise de participation dans une société : consultation systématique du comité d'entreprise, Les cahiers Lamy du CE mai 2004, p. 19.
- Réforme de la formation professionnelle : quel rôle pour le comité d'entreprise ?, Les cahiers Lamy du CE juillet 2004, p. 20.
- L'assistance de l'expert-comptable pour l'examen des comptes annuels, Les cahiers Lamy du CE juillet 2004, p. 10.
- Efficacité d'un pacte d'actionnaires en cas de redressement judiciaire contre la société. Aix, 8<sup>ème</sup> ch. B, 5 décembre 2003, Bulletin d'Aix 2004-3, p. 103.
- Consultation du comité d'entreprise et restructuration : l'abandon du critère quantitatif, Petites affiches 7 septembre 2004, p. 10.
- Pacte d'actionnaires, commentaire sous Aix 5 décembre 2003, Bull. Joly 2004, p. 1077.
- Efficacité d'un pacte d'actionnaires en cas de redressement judiciaire contre la société. Aix, 8<sup>ème</sup> ch. B, 5 décembre 2003, Bull. d'Aix 2004-3, p. 103.
- Quid de la demande de reconnaissance d'une UES ?, Les cahiers Lamy du CE, septembre 2004, p. 21.
- Droit individuel à la formation : les réponses à vos questions, Les cahiers Lamy du CE octobre 2004, p. 21.

## **2005**

- Appel du capital non libéré d'une société faisant l'objet d'un plan de cession, commentaire, Bull. Joly 2005, p. 27.
- Licenciement économique : le point sur la procédure, Les Cahiers Lamy du CE, mars 2005, p. 20.
- Le comité d'établissement privé du droit d'alerte, Les cahiers Lamy du CE, avril 2005, p. 20.
- Le comité d'entreprise doit disposer d'une information écrite et individualisée, Les Cahiers Lamy du CE, mai 2005, p. 19.
- L'adoption d'un plan de continuation en faveur de la société débitrice ne fait pas obstacle à l'extension de la procédure contre son dirigeant, JCP, éd. E, 2005, 1413.
- Expert du CE et restructuration, Les Cahiers Lamy du CE, sept. 2005, p. 17.
- Du cumul d'un contrat de travail et d'un mandat social au sein d'une SARL, Aix 3 février 2005, Bull. d'Aix 2005-3, p. 157.

## **2006**

- Délocalisation : distinguer l'alerte et la consultation du CE, Les Cahiers Lamy du CE,

mars 2006, p. 15.

- Cession : le CE peut-il recourir à un expert ?, Les Cahiers Lamy du CE, juin 2006, p. 21.
- L'associé dans la loi de sauvegarde des entreprises, Rev. Sociétés 2006, p. 305.
- Sanction de la violation du pacte de préférence, Ann. Loyers 2006, p. 1342.
- Expertise de gestion : précisions sur les conditions de désignation d'un expert, Rev. Sociétés 2006, p. 570.
- Le CE et le plan de formation, Les Cahiers Lamy du CE sept. 2006, p. 16.
- Résiliation du bail dérogatoire et maintien en possession, Ann. Loyers 2006, p. 1704.
- Comité d'établissement : droits et limites, Les Cahiers Lamy du CE, oct. 2006, p. 14.
- 

## 2007

- Des difficultés liées au renouvellement du bail commercial ( commentaire de Cass. Com. 14 juin 2006, deux espèces ), Ann. Loyers 2007, p. 30.
- De nouvelles mesures sociales en 2007, Cahiers Lamy du CE janv. 2007, p. 7.
- Fusion GDF-SUEZ : la consultation du CEE s'impose, Cahiers Lamy du CE janv. 2007, p. 17.
- De l'action du locataire-gérant contre le bailleur des murs, Ann. Loyers janv. 2007, p. 40.
- Les dividendes sont toujours des fruits, Revue Lamy droit des affaires, févr. 2007, p. 10.
  - Mise en demeure des associés d'une société en nom collectif en procédure collective, Rev. Lamy droit des affaires, mars 2007, p. 21.
  - Demande de modification d'un plan de continuation, JCP, éd. E, 2007, 1497.
  - Résiliation du bail commercial pour non paiement des intérêts attachés au loyer, Ann. Loyers avr. 2007, p. 522.
  - Prescription biennale et indemnité d'éviction, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1207.
  - De quelques causes de dé plafonnement du loyer d'un bail commercial, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1215.
  - Bail commercial et activités d'enseignement, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1222.
  - Point de départ de l'action en répétition de l'indu, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1227.
  - Portée de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de l'un des époux preneurs à bail commercial, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1229.
  - Indemnités d'éviction et frais de réinstallation, Ann. Loyers juill. 2007, p. 1231.
  - Poursuites d'un associé par un créancier social, JCP, éd. E, 2007, 2157.
  - Procédures collectives : rôles du CE et représentant des salariés, Cahiers Lamy du CE oct. 2007, p. 11.
  - Intérêts des loyers et anatocisme, Ann. Loyers oct. 2007, p. 2235
  - Procédures collectives : de la durée du mandat du représentant des salariés, Revue Lamy droit des affaires, oct. 2007, p. 23.
  - Indemnité d'éviction et frais de réinstallation, Ann. Loyers oct. 2007, p. 2242
  - Procédure collective : consulter le CE "en temps utile", Cahiers Lamy du CE nov. 2007, p. 18.
  - Cadre temporel à l'action du créancier social contre les associés de sociétés civiles, JCP, éd. E, 2007, 2554.

## 2008

- Les recours du créancier forclos « oublié » par le débiteur, Rev. Lamy droit des affaires janv. 2008, p. 18.

- Du droit au renouvellement du bail et du sous-bail commercial, Ann. Loyers janv. 2008, p. 26.
- Expertise de gestion et droits sociaux indivis, Rev. Lamy droit des affaires mars 2008, p. 10.
- La saga de la fusion GDF / SUEZ continue, Cahiers Lamy du CE mars 2008, p. 11.
- Examen des comptes annuels et expert-comptable, Cahiers Lamy du CE mars 2008, p. 18.
- Indivision et bail commercial, Ann. Loyers avril 2008, p. 477.
- Nullité d'une clause contraire au droit au renouvellement, Ann. Loyers avril 2008, p. 480.
- Le CE et l'expertise de gestion, Cahiers Lamy du CE mai 2008, p. 11.
- Responsabilité pénale du liquidateur judiciaire pour défaut de convocation d'une assemblée générale, JCP, éd. E, 2008, 1904
- Expertise de gestion, critère de l'utilité de la demande, Rev. Sociétés 2008, p. 600
- Le CE et l'expertise de gestion, Cahiers Lamy du CE mai 2008, p. 11
- Procédure sur mémoire : le défaut de dépôt de mémoire après une mesure d'instruction peut faire l'objet d'une régularisation, Ann. Loyers 2008, p. 2308
- Contrôle de l'activité des salariés : les obligations de l'employeur, Les Cahiers Lamy du CE juill. 2008, p. 15.
- Précisions sur le droit de préemption des communes en cas de cession de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux, Ann. Loyers 2008, p. 1608
- La location-gérance n'est pas une sous-location, Ann. Loyers 2008, p. 1613
- Renonciation aux effets de la clause résolutoire, Ann. Loyers 2008, p. 1617
- Du nouveau sur l'exigence d'une immatriculation du locataire au RCS, Ann. Loyers 2008, p. 1619
- Du nouveau sur les conditions de déplaçonnement du loyer en cas de travaux financés par le bailleur, Ann. Loyers 2008, p. 1895
- Transfert au preneur de la charge des travaux, Ann. Loyers 2008, p. 1902
- Déspécialisation plénière : forme du refus du bailleur, Ann. Loyers 2008, p. 1910
- Bail commercial conclu par une société en formation, Ann. Loyers 2008, p. 1916
- Comité d'établissement et expert-comptable, Cahiers Lamy du CE oct. 2008, p. 20
- Clause d'inaliénabilité des biens cédés à l'occasion d'un plan de cession, Bull. Joly 2008, p. 1008.
- Procédure sur mémoire : le défaut de dépôt de mémoire après une mesure d'instruction peut faire l'objet d'une régularisation, Ann. Loyers 2008, p. 2308.

## 2009

- Mise en œuvre de la clause résolutoire et procédure de conciliation, Ann. Loyers 2009, p. 38
- Détermination de l'indemnité d'éviction, Ann. Loyers 2009, p. 44.
- Limites aux fonctions du représentant des salariés, Cahiers Lamy du CE janv. 2009, p. 18.
- Demande de renouvellement et montant du loyer renouvelé, Ann. Loyers 2009, p. 580.
- Efficacité d'une clause restrictive de cession du bail commercial insérée dans une convention frauduleuse, Ann. Loyers 2009, p. 863.
- Etendue de la solidarité des preneurs, Ann. Loyers 2009, p. 868.
- Locaux à usage exclusif de bureaux et détermination de la commune intention des parties, Ann. Loyers 2009, p. 870.
- Des conséquences de la saisie immobilière pour le propriétaire / exploitant, Ann. Loyers 2009, p. 1045

- Expertise de gestion demandée par l'associé d'une SARL, JCP, éd. E, 2009, 1659
- Le CE n'est pas un consommateur, Cahiers Lamy du CE juill. 2009, p. 19.
- Résiliation du bail commercial : fondement et modalités, Ann. Loyers 2009, p. 1063
- Bail renouvelé et responsabilité des intermédiaires, Ann. Loyers 2009, p. 1070
- Précarité et durée : entre influence et indifférence, Ann. Loyers 2009, p. 1074.
- Impossibilité d'une réintégration dans les locaux six ans après leur libération, Ann. Loyers 2009, p. 2104.
- Procédure sur mémoire et moyens nouveaux en appel, Ann. Loyers 2009, p. 2114.
- Renouvellement, congé et rétractation, Ann. Loyers 2009, p. 2383.
- Validité d'une enchère portée au nom d'une société en cours de formation, Lamy Dr. des Aff. Nov. 2009, p. 10.
- Etendue de la mission de l'expert du CE, Cahiers Lamy du CE déc. 2009, p. 19.
- Baux commerciaux et logement décent, Ann. Loyers 2009, p. 2395

## 2010

- Expert-comptable du comité d'entreprise, Cahiers Lamy du CE janv. 2010, p. 18
- La résiliation de plein droit en cas de destruction par cas fortuit, Ann. Loyers 2010, p. 3
- Validité du congé, Ann. Loyers 2010, p. 20
- Monovalence et pluralité d'activités, Ann. Loyers 2010, p. 24
- Le professionnel libéral associé n'exerce pas une activité professionnelle indépendante, JCP, éd. E, 2010, 1267.
- Cession exclusive du bail au cessionnaire du fonds de commerce et indifférence de la mauvaise foi du bailleur, Ann. Loyers 2010, p. 797
- Cession du fonds de commerce et indemnité d'éviction, Ann. Loyers 2010, p. 810
- Redressement judiciaire du preneur : continuation du bail commercial, Ann. Loyers 2010, p. 814.
- Conventions d'occupation précaire et bail commercial, Trait d'Union mars 2010, p. 35
- Presque plus rien à rapporter ( à propos du rapport 2009 de la Cour de cassation ), Rev. Lamy droit des affaires mai 2010, p. 13.
- Nullité d'une clause d'adhésion à une association, Ann. Loyers 2010, p. 2083.
- Obligation de dépollution du locataire, Ann. Loyers 2010, p. 2086.
- Du formalisme dans les baux commerciaux, Ann. Loyers 2010, p. 2092.
- Droit au renouvellement du bail et âge de la retraite, Ann. Loyers 2010, p. 2156.
- Clause résolutoire : pas de suspension sans délais de grâce, Ann. Loyers 2010, p. 1947
- Baux dérogatoires successifs : la fraude corrompt tout, Ann. Loyers 2010, p. 1949.
- La renonciation du preneur au renouvellement, Ann. Loyers 2010, p. 1955.
- Nature de la nullité du congé, Ann. Loyers 2010, p. 3163.
- Première question prioritaire de constitutionnalité, Ann. Loyers 2010, p. 3165.
- Nécessité d'un commandement de payer précis, Ann. Loyers 2010, p. 3167.
- Impossible résiliation pour défaut d'entretien des locaux par l'ancien locataire, Ann. Loyers 2010, p. 3170.
- Transfert de la charge des grosses réparations, Ann. Loyers 2010, p. 3172.
- Cession du bail rural, Ann. Loyers 2010, p. 3189.
- Prémption du bailleur et vente du fonds de commerce sur ordonnance du juge-commissaire, Ann. Loyers 2010, p. 3242.
- Liquidation judiciaire : les droits du cessionnaire du fonds de commerce, Ann. Loyers 2010, p. 3246.
- Caducité des procédures de distribution du prix de vente d'un fonds de commerce et séquestre conventionnel, Ann. Loyers 2010, p. 3249.

- Créance environnementale : un recours contre le bailleur ?, Ann. Loyers 2010, p. 3252.

## 2011

- Poursuites contre les associés d'une société civile en liquidation judiciaire, Bull. Joly entrep. En diff. 2011, p. 45.
- Extension volontaire du statut des baux commerciaux, Ann. Loyers 2011, p. 16.
- Déplafonnement du loyer : appréciation concrète des facteurs locaux de commercialité, Ann. Loyers 2011, p. 19.
- Bail à ferme et répétition des sommes indument perçues à l'occasion d'un changement d'exploitant, Ann. Loyers 2011, p. 43.
- Cession de parts de sociétés civiles et droit de préemption des associés, Lamy droit des affaires, févr. 2011, p. 10.
- Droit d'alerte du CE et réorganisation de l'entreprise, Cahiers Lamy du CE avr. 2011, p. 20.
- Liquidation judiciaire du preneur, cession du droit au bail et voies de recours du bailleur, Ann. Loyers 2011, p. 543.
- A propos de l'autorisation de sous-location, Ann. Loyers 2011, p. 556.
- Contrôle des structures et reprise, Ann. Loyers 2011, p. 560.
- Salves d'arrêts sur le bail dérogatoire, Ann. Loyers 2011, p. 955.
- Application du statut aux artistes, Ann. Loyers 2011, p. 961.
- Exercice du droit d'option, Ann. Loyers 2011, p. 967.
- Concentration : information du CE « partie à l'opération », Cahiers Lamy du CE, janv. 2011, p. 20.
- L'avocat en liquidation judiciaire n'est pas omis du tableau de l'ordre, JCP, éd. E, 2011, 24 et JCP, éd. G, 2011, 718.
- Déplafonnement : seulement en cas d'incidence favorable sur l'activité du preneur !, Ann. Loyers 2011, p. 1532.
- Mise à disposition des terres par un preneur non associé et sort du bail, Bull. Joly Sociétés, sept. 2011, p. 683.
- Résiliation pour destruction de l'immeuble loué, Ann. Loyers 2011, p. 1279.
- Résiliation du bail commercial et liquidation judiciaire du preneur, Ann. Loyers 2011, p. 1282.
- Mise à disposition et autorisation d'exploiter, Ann. Loyers 2011, p. 1311.
- Nouveau contentieux sur la mise à disposition des terres louées à une société, Ann. Loyers 2011, p. 1544.
- Cession du droit au bail et respect des clauses du bail, Ann. Loyers 2011, p. 1624.
- Les faits qui justifient un droit d'alerte, Cahiers Lamy du CE déc. 2011, p. 19.

## 2012

- Résiliation du bail du preneur en liquidation judiciaire : suspension des effets de la clause résolutoire, Ann. Loyers 2012, 25
- Le couple SCI/SARL une nouvelle fois mis à l'épreuve des procédures collectives, Bull. Joly Entrep. En diff. 2012, p. 10.
- Congé sans offre d'indemnité d'éviction : la mise en demeure est nécessaire, Ann. Loyers 2012, p. 27
- Nullité d'une clause d'adhésion obligatoire à une association, Ann. Loyers 2012, p. 30
- Nullité de la cession du bail rural et maintien du preneur, Ann. Loyers 2012, p. 52.
- Relevé de forclusion : de la connaissance de la créance à l'omission volontaire du

- créancier, JCP, éd. E, 2012, 1123.
- Examen annuel des comptes : ce que l'expert-comptable peut obtenir, Cahiers Lamy du CE mars 2012, p. 16.
  - Administrateur judiciaire : surveillance ou assistance, Bull. Joly Sociétés avr. 2012, p. 342.
  - Il faut sauver le bail dérogatoire, Ann. Loyers 2012, p. 498.
  - Bailleur en liquidation judiciaire : créance de restitution du dépôt de garantie, Ann. Loyers 2012, p. 502.
  - Déplafonnement : seulement en cas d'impact sur l'activité du preneur ?, Ann. Loyers 2012, p. 505
  - Du défaut de concours à l'acte de sous-location à l'expulsion du sous-locataire, Ann. Loyers 2012, p. 508.
  - Gérant personne physique condamné à supporter le passif social et surendettement, JCP, éd. E, 2012, 1337.
  - Révision du loyer en application d'une clause d'échelle mobile, Ann. Loyers 2012, p. 984.
  - Procédure collective du locataire : résiliation du bail, Ann. Loyers 2012, p. 987.
  - Augmentation de capital décidée à l'occasion d'un plan de redressement : l'associé peut-il demander la désignation d'un expert de gestion, BJED 2012, p. 187.
  - Prescription de l'action en paiement de l'indemnité d'occupation, Ann. Loyers 2012, p. 2754.
  - Nullité de la clause d'adhésion obligatoire et restitutions, Ann. Loyers 2012, p. 2756.
  - Là où il est question du point de départ du cours des intérêts, Ann. Loyers 2012, p. 2759.
  - Incendie et responsabilité des preneurs, Ann. Loyers 2012, p. 2764.
  - Décès du preneur, mise à disposition des terres louées et contrôle des structures, Ann. Loyers 2012, p. 2788.

## 2013

- Résiliation du bail du locataire en liquidation judiciaire : du mieux pour le bailleur, JCP, éd. E, 2013, 1276
- Reprise de parcelle par un GFA, Ann. Loyers 2013, p. 41
- Procédures collectives et mesures conservatoires, Ann. Loyers 2013, p. 130
- Viager et procédures collectives, Ann. Loyers 2013, p. 135.
- Le non-paiement du loyer par la société preneuse justifie-t-il l'extension de procédure à la société bailleuse ?, BJED 2013, p. 77.
- Plan de redressement par voie de reprise interne, éviction des détenteurs de la majorité et sérieux du prix de cession, BJED 2013, p. 141.
- Résolution du bail du preneur en liquidation judiciaire : des précisions sur le point de départ du délai de trois mois, Ann. Loyers 2013, p. 497.
- La veuve du locataire peut-elle invoquer la cession déspecialisation de l'article L. 145-51 du Code de commerce, Ann. Loyers 2013, p. 499.
- Indemnité d'éviction : expropriation et refus de renouvellement, Ann. Loyers 2013, p. 504.
- Compte courant d'associé et sort des intérêts, BJED 2013, p. 241
- Indemnité d'éviction et d'expropriation : la valeur du contrat et l'appréciation du juge, Ann. Loyers 2013, p. 899
- A propos des baux dérogatoires : le bailleur qui délivre un congé n'est pas un bailleur inactif même en laissant le preneur en possession, Ann. Loyers 2013, p. 902
- Sort de la caution du débiteur en liquidation judiciaire, Ann. Loyers 2013, p. 1042

- Le licenciement des salariés d'une entreprise en procédure collective depuis la loi de sécurisation de l'emploi, Cahiers Lamy du CE, nov. 2013, p. 5
- Procédure sur mémoire, Ann. Loyers 2013, p. 1986
- Centre commercial : toujours pas d'obligation de maintenir un environnement commercial favorable, Ann. Loyers 2013, p. 1990

## 2014

- Recevabilité de la demande d'expertise in futurum : l'absence de procès au fond, Rev. Sociétés 2014, p. 30 Hôtel : prise en compte des améliorations apportées par le locataire, Ann. Loyers 2014, p. 24
- Là où la détermination des contrats cédés dans le cadre d'un plan de cession dépend du juge-commissaire !, Ann. Loyers 2014, 536
- Renonciation à un nantissement en cas de plan de cession : décharge de la caution ?, BJED 2014, p. 88
- Bail commercial et procédures collectives, Ann. Loyers 2014, p. 763
- Expertise in futurum : le texte, rien que le texte !, Rev. sociétés 2014, p. 429
- Là où il est encore question de saisine d'office, JCP, éd. E, 2014, 1333
- Défaut de déclaration de créance et faute séparable des fonctions, en cours de publication, JCP, éd. E, 30 juill. 2014
- Recevabilité de l'offre de reprise émise par l'ancien dirigeant de la société débitrice, Bull. Joly Sociétés 2014, p. 446
- Des effets redoutables d'une clause d'accession, Ann. Loyers 2014, p. 957.
- Du nouveau à propos de la reprise du bien pris à bail rural, Ann. Loyers 2014, p. 982.
- L'associé de sociétés d'exercice libéral est toujours exclu des procédures du Livre VI du Code de commerce, JCP, éd. E, 1550.
- Caractère frauduleux de la transmission universelle du patrimoine d'une société assignée en extension de procédure, Bull. Joly sociétés 2014, p. 723.

## 2015 :

- L'associé gérant d'EARL entre dans le champ d'application du droit des entreprises en difficulté, BJED 2015, p. 13.
- Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques : des atteintes justifiées aux droits des associés et actionnaires de la société débitrice, BJED 2015, p. 129.
- Epoux associés communs en biens : qui peut percevoir les dividendes, Rev. Dr. Rural mars 2015, p. 44.
- Du remboursement immédiat du solde du compte courant d'associé, Rev. Dr. Rural avr. 2015, p. 40
- Le bailleur privé du privilège de l'article L. 622-17 du Code de commerce, JCP, éd. E, 2015, 1031.
- Nouvelle condamnation de la pratique du « pas-de-porte » dans le domaine rural, Ann. Loyers avr. 2015, p. 113.
- Le bail résilié par le copreneur en liquidation judiciaire se poursuit avec le copreneur in bonis, JCP, éd. E, 2015, 1199
- L'opposabilité de la déclaration d'insaisissabilité au liquidateur judiciaire du déclarant une nouvelle fois confirmée, JCP, éd. E, 2015, 1245.
- L'expertise in futurum peut-elle être utilisée pour prouver contre un acte authentique ?, Rev. Sociétés 2015, à paraître.
- Groupe de sociétés en difficultés : de la centralisation à l'extension de procédures, RLDA 2015, à paraître.
- Des exceptions à l'interdiction de la sous-location, Ann. Loyers juin 2015, p. 113



- Aperçu rapide de la loi Macron, JCP, éd. E, 2015, 613
- Du bail commercial au bail dérogatoire : prescription de l'action en requalification, Ann. Loyers juill.-août 2015, p. 139
- Liquidation judiciaire : Cession d'un immeuble acheté par une SCI transformée en SARL, BJED à paraître
- Société civile : perte de qualité d'un associé failli, BJED, à paraître
- Ne pas confondre mécontentement et opposition isolée d'un associé minoritaire, Bull. Joly, à paraître
- Sociétés coopératives. - Décret d'application de la loi ESS du 31 juillet 2014, Rev. Dr. Rural à paraître

### **Chroniques et revues de jurisprudence :**

- Revue de jurisprudence : Procédures collectives, Ann. Loyers octobre 2006.
- Actualités Droit commercial, Revue Lamy droit des affaires, mai 2007, p. 23.
- Actualités Droit commercial, Revue Lamy droit des affaires, juill. 2007, p. 26.
- Actualités Droit commercial, Revue Lamy droit des affaires, sept. 2007, p. 27.
- Actualités Droit commercial, Revue Lamy droit des affaires, oct. 2007, p. 26.
- Revue de jurisprudence : Procédures collectives, Ann. Loyers nov. 2007
- Revue de jurisprudence : Bail commercial, Ann. Loyers nov. 2007.
- Revue de jurisprudence : Bail commercial, Ann. Loyers nov. 2008, p. 2411.
- Chronique de droit des procédures collectives, Ann. Loyers 2009, p. 1025
- Chronique de droit des procédures collectives, Ann. Loyers 2009, p. 2440.
- Revue de Jurisprudence : Bail commercial, Ann. Loyers 2009, p. 2495.
- Chronique de droit des procédures collectives, Ann. Loyers 2010, p. 2054.
- Actualités du droit des sociétés commerciales, Revue Lamy droit des affaires, mai 2010, p. 14.
- Actualités du droit des sociétés commerciales, Revue Lamy droit des affaires, juin 2010, p. 12.
- Actualités du droit des sociétés commerciales, Revue Lamy droit des affaires, juill. 2010, p. 13.
- Actualités du droit des sociétés commerciales, Revue Lamy droit des affaires, sept. 2010, p. 21.
- Actualités du droit commercial, Revue Lamy droit des affaires, avril 2011, p. 22.
- Revue de jurisprudence : Bail commercial, Ann. Loyers 2010, p. 3275.
- Chronique de droit des procédures collectives, Ann. Loyers 2011, p. 152.
- Actualité du droit commercial, Revue Lamy droit des affaires, mai 2011, p. 25.
- Actualités du droit des sociétés commerciales, Revue Lamy droit des affaires, juin 2011, p. 13
- Actualités du droit des sociétés commerciales, Revue Lamy droit des affaires, sept. 2011, p. 13
- Chronique de droit des procédures collectives, Ann. Loyers 2011, p. 1066.
- Chronique de droit des procédures collectives, Ann. Loyers 2011, p. 1624.
- Revue de jurisprudence : Bail commercial, Ann. Loyers 2011, p. 1660
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2012, p. 486
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers 2012, p. 491.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2012, p. 495
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers 2012, p. 523.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2012, p. 960
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers 2012, p. 963
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2012, p. 2740.

- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers 2012, p. 2743.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2012, p. 2751
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers 2012, p. 2785.
- Chronique de droit des procédures collectives, Ann. Loyers 2012, p. 2850
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2013, p. 15
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers 2013, p. 39.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2013, p. 486.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2013, p. 495.
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers 2013, p. 532.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2013, p. 872
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers 2013, p. 895.
- Chronique de droit des entreprises en difficultés, Ann. Loyers 2013, p. 1034
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2013, p. 1979
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers 2013, p. 2058
- Chronique de droit des entreprises en difficulté, Ann. Loyers 2014, p. 150
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2014, p. 19
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers 2014, p. 64
- Chronique du droit de l'insolvabilité, Journ. Sociétés nov. 2014, p. 49
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2014, p. 529
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers 2014, p. 565
- Chronique du Droit de l'insolvabilité, Journ. Sociétés déc. 2014, p. 53.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers 2014, p. 949
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers 2014, p. 973
- Chronique du Droit de l'insolvabilité, Journ. Sociétés janv. 2015, p. 57.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers janv.-févr. 2015, p. 27
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers janv.-févr. 2015, p. 35.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers mars 2015, p. 37
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers mars 2015, p. 49.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers avr. 2015, p. 39
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers avr. 2015, p. 50.
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers mai 2015, p. 51.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers mai 2015, p. 43
- Chronique du Droit de l'insolvabilité, Journ. Sociétés mai 2015, p. 54.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers juin 2015, p. 59
- Chronique du Droit de l'insolvabilité, Journ. Sociétés juin 2015, p. 50
- Actualité des baux ruraux, Ann. Loyers juill.-août 2015, p. 54.
- Actualité des baux commerciaux, Ann. Loyers juill.-août 2015, p. 48
- 

### **ENCADREMENT DOCTORAL**

Direction de 5 thèses dont 2 soutenues durant l'année 2013/2014

## **RAYONNEMENT / RELATIONS AVEC LE MONDE PROFESSIONNEL**

- Membre du CNU
- Membre de comités de sélection
- Présidence de jury CFPN
- Formatrice auprès de l'IFPPC

**Responsabilités administratives :** Directrice adjointe de l'Institut de Droit des affaires

### **Colloques**

- La loi du 26 juillet 2005 de sauvegarde des entreprises. Les réformes affectant les procédures de redressement et de liquidation judiciaires ( 16 novembre 2005 ). Actes du colloque, PUAM 2006.
- Droit des cosmétiques et des parfums. Cosmétique ou médicament, les enjeux de la qualification ( 31 mars 2006 ).
- Baux commerciaux : d'un état des lieux aux propositions de réforme, Aix le 13 décembre 2013, publié aux Annales des Loyers, mai 2014
- La réforme du droit des entreprises en difficultés par l'ordonnance du 12 mars 2014, Le Muy, 27 juin 2014
- En préparation :
  - Participation au colloque « Le financement de l'entreprise en difficulté », Aix, CDE
  - Organisation et participation d'un colloque « Transmission de l'entreprise agricole », Aix, CDE/Lexis

### **Formations professionnelles continues ( Edilaix, IFPPC, CFPN ... )**

- avocats,
- experts-comptables,
- juristes et salariés d'études de mandataires judiciaires,
- notaires